

PREFECTURE DE L'EURE

Direction des actions interministérielles
4^{ème} bureau - Cadre de vie :
urbanisme et environnement
je05266.doc

LE PREFET DE L'EURE
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu :

Le code de l'environnement, livre 5 – titre 1^{er},

Le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

L'arrêté préfectoral du 5 mai 1982 et les récépissés de déclaration autorisant et réglementant les activités de la **société CEZUS à Rugles**,

Le rapport de l'inspecteur des installations classées du 12 avril 2005,

L'avis de la Mission Interservice de l'Eau,

L'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 3 mai 2005,

Le courrier du 17 mai 2005 par lequel l'exploitant émet des observations sur le projet d'arrêté transmis après avis du Conseil Départemental d'Hygiène,

Considérant que la situation hydrologique tendue du département de l'Eure pourrait être de nature à se traduire, durant l'été et l'automne 2005, par un étiage sévère de rivières déjà concernées par la sécheresse de l'année 2004, à savoir l'Iton amont et la Risle,

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre et amplifier l'action entreprise en 2004, en conciliant la sauvegarde de la ressource en eau et les difficultés que peuvent rencontrer les entreprises pour réduire fortement les consommations d'eau ou les rejets,

Considérant en conséquence qu'il y a lieu, en application de l'article 18 du décret susvisé du 21 septembre 1977, de prescrire des dispositions complémentaires pour les entreprises recensées comme étant susceptibles de causer un impact significatif sur la ressource en eau ou sur le milieu récepteur, en cas d'étiage sévère, du fait d'un fort prélèvement ou des caractéristiques des rejets,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La **société CEZUS** sise à **Rugles**, sont tenus de se conformer aux prescriptions complémentaires ci-annexées, concernant la maîtrise des consommations d'eau et des rejets polluants en période de sécheresse, à savoir :

- A) dispositions à mettre en œuvre en cas de sécheresse dès l'année 2005,
- B) étude technico-économique visant à ajuster les prescriptions précédentes pour les prochaines années.

ARTICLE 2 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par la voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois.

Procès verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le maire de Rugles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation dudit arrêté sera également adressée :

- à l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E. - Eure),
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental de l'équipement,

Evreux, le 30 mai 2005

Le Préfet
pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Stéphane GUYON



Société CEZUS
Z.I. Le Moulin à Papier – B. P. 18
27250 Rugles

prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du 30 Mars 2005



A-DISPOSITIONS à METTRE EN OEUVRE EN CAS DE SECHERESSE

ARTICLE 1

La société CEZUS située sur la commune de Rugles doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants dans le cours d'eau la Risle et sa nappe d'accompagnement et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants du cours d'eau la Risle :

seuil de vigilance : Sur la période de mars à juin, le débit mesuré est au deçà du QMNA2* mais supérieur au QMNA5**

seuil d'alerte : le débit mesuré est inférieur au QMNA5** et/ou des ASSECS sont observés.

les données sur les cours d'eau sont fournies par la Direction Régionale de l'Environnement Haute Normandie et complétées par le réseau d'observation des ASSECS (degré d'assèchement des cours d'eau) mis en place par le conseil supérieur de la pêche.

Ces prescriptions complètent l'autorisation accordée par arrêté préfectoral du 5 mai 1982

ARTICLE 2

Lors du dépassement du **seuil de vigilance**, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;

des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;

l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance du rejet de ses effluents polluants et des prélèvements d'eau qu'il transmet dans un délai de 15 jour à l'inspecteur des installations classées. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres qui font déjà l'objet d'un contrôle continu ou journalier.

l'exploitant étudie les modifications à apporter à son programme de production et de maintenance ainsi qu'au mode de gestion de l'eau dans son établissement, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants. Il transmet dans les plus brefs délais, à l'inspecteur des installations classées, un bilan des modifications projetées et des résultats attendus en terme de réduction des flux de rejets polluants et de consommation d'eau.

* QMNA2= débit minimal de chaque année civile de fréquence de retour 2 ans

** QMNA5= débit minimal de chaque année civile de fréquence de retour 5 ans

ARTICLE 3

Lors du dépassement du **seuil d'alerte**, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

le personnel est informé de la situation d'alerte.

l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux ses sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;

l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production et de maintenance ainsi qu'au mode de gestion de l'eau dans l'établissement visé à l'article 2, et réduit sa consommation d'eau et ses rejets en conséquence.

les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation ;

les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;

l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;

l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant. Il en informe l'inspecteur des installations classées dans les meilleurs délais.

l'exploitant met en place le programme renforcé d'autosurveillance du rejet de ses effluents polluants et des prélèvements d'eau visé à l'article 2 ;

il est interdit de rejeter des effluents concentrés en vue de leur rejet sur site s'ils sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement extérieurs autorisés.

ARTICLE 4

Le seuil d'alerte est déclenché par un arrêté du préfet du département fixant dans la rivière de La Risle ,ses affluents et sa nappe d'accompagnement, des prescription temporaires relatives à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau en application du décret n°92-1041 du 24 septembre 1992. Il est mis fin au dispositif d'alerte et aux prescriptions fixées à l'article 3 du présent arrêté, dans les mêmes conditions.

ARTICLE 5

L'industriel établira après chaque arrêt de situation d'alerte un bilan des mesures prises en application des articles 2 à 3 ci-dessus en soulignant leur incidence économique éventuelle.

Ce bilan portera un volet quantitatif et qualitatif de réductions des prélèvements d'eau et des rejets. Il sera adressé à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans un délai de huit jours.

B - ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE VISANT à AJUSTER LES PRESCRIPTIONS

ARTICLE 6 -

L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels ou pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi que des rejets de son établissement dans le milieu.

Ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ainsi que de diminution des rejets dans le milieu naturel ou le réseau d'assainissement collectif. Ces actions de réduction seront appliquées en cas de crise climatique et donc limitées dans le temps.

6-1 – DIAGNOSTIC DES PRELEVEMENTS ET REJETS

Le diagnostic doit permettre de déterminer :

les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;

les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et en précisant leur utilisation et leur origine;

les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale possible de cette suspension ;

les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;

les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;

toutes dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique. Il sera notamment étudié la situation où le débit du cours d'eau est inférieur au QMNA2 et celle où il est inférieur au QMNA5.

toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique et notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs. Il sera notamment étudié la situation où le débit du cours d'eau est inférieur au QMNA2 et celle où il est inférieur au QMNA5

les rejets minimum qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau.

6-2 – ACTIONS DE GESTION DES PRELEVEMENTS ET REJETS

L'analyse effectuée par l'entreprise doit permettre la mise en place :

des actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;

des limitations, voire des suppressions, de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée.

Doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique.

Ces actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique. Les économies d'eau et la réduction des rejets attendus par rapport à la situation actuelle devront être spécifiées.

6-3 – DELAIS

Le diagnostic défini à l'article 6-1 ci-dessus, précisant les mesures complémentaires qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu, est envoyé à l'inspection des installations classées dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant établit un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets répondant à l'article 6-2 ci-dessus. Ce calendrier est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de CINQ mois à compter de la notification du présent arrêté.

PREFECTURE DE L'EURE

Direction des Actions Interministérielles
4^{ème} bureau - Cadre de vie :
urbanisme et environnement
je05384.doc

jean-francois.elie@eure.pref.gouv.fr
TEL : 02.32.78.28.22
FAX : 02.32.78.28.09

Evreux, le

10 JUIN 2005

Recommandé avec A.R.

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 17 mai 2005, vous me faites part de vos observations sur le projet d'arrêté relatif à la fixation de mesures de maîtrise des consommations d'eau et des rejets polluants en période de sécheresse concernant votre établissement.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les indications que je suis en mesure de vous apporter à ce sujet :

- Article 2 :

Vous précisez assurer déjà l'information du personnel en matière d'économie d'eau et réaliser l'autosurveillance en continu des rejets.

Le respect de cet article ne doit donc présenter aucune difficulté, celui-ci ne faisant que rappeler que ces dispositions doivent être appliquées strictement en période de sécheresse. Il est également spécifié que le renforcement de l'autosurveillance ne s'applique pas aux paramètres suivis en continu.

- Article 3 :

Vous souhaitez avoir des précisions sur le paragraphe interdisant le rejet d'effluents concentrés susceptibles de porter atteinte au milieu naturel.

Je vous rappelle que cette prescription générique vous est déjà applicable conformément au dernier alinéa de l'article III-5 du A (Prescriptions générales) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 1982.

Les polluants à prendre en compte sont donc ceux susceptibles d'être rejetés par l'usine et réglementés dans cet arrêté préfectoral. Il y a cependant lieu de tenir compte du débit faible de la rivière qui peut descendre en dessous du QMNA5 en cas de sécheresse. Le diagnostic prescrit doit permettre de préciser les rejets admissibles en fonction des différents scénarios de sécheresse que vous serez amené à proposer.

- Article 6 :

Vous indiquez que le délai de 4 mois fixé pour réaliser le diagnostic risque d'être dépassé.

Il convient de rappeler que ce délai doit permettre à l'entreprise de mener à bien sa réflexion mais qu'il doit également permettre de disposer de prescriptions adaptées avant le début de l'année 2006.

PREFECTURE DE L'EURE

Aussi, compte tenu du fait que vous devez intégrer cette réflexion dans l'étude d'impact du dossier de régularisation en cours du fait de l'impact du projet de la station de régénération sur les rejets, je suis amené à porter à 5 mois au lieu de 4 le délai de remise du diagnostic.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, à titre de notification, l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mai 2005 concernant votre établissement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet
pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Stéphane GUYON

Société CEZUS
B.P. 18
27250 Rugles

Copie à DRIRE ROUEN ET Eure